

41<sup>ème</sup> Session Nationale

PEJ-France



## Kit de préparation des sujets

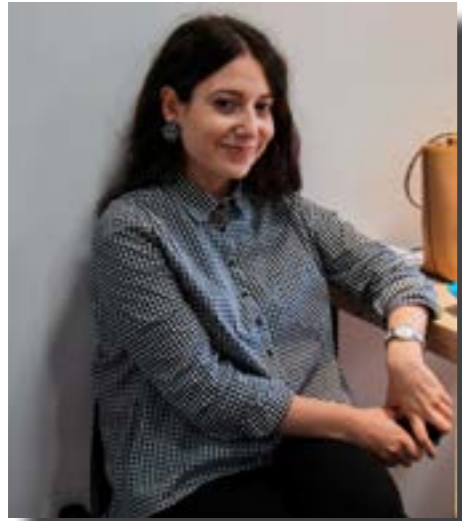
Le Puy-en-Velay



EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT  
PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES  
FRANCE

18-21 Novembre 2016





#### AFCO

En cas de Brexit la langue anglaise pourrait perdre son statut de langue officielle au sein des institutions européennes. Comment l'Europe peut-elle, à cette occasion, favoriser l'usage de l'ensemble de son patrimoine linguistique au sein de ces institutions et des États membres ?

#### AFET

Au vu des divergences nationales vis-à-vis de la reconnaissance de l'esclavagisme et des occupations de territoires, quelle position l'Union Européenne doit-elle adopter face à son passé colonial afin d'assurer des relations diplomatiques apaisées ?

#### CULT

Nazisme, stalinisme, fascisme... L'Union Européenne s'est construite sur la formule « plus jamais ça » face à un héritage lourd à porter. Alors que les derniers survivants de ces périodes disparaissent, comment l'Union Européenne et ses États Membres peuvent-ils encourager la sensibilisation de l'opinion européenne aux crimes commis par les régimes totalitaires ainsi qu'un travail critique concernant la responsabilité des protagonistes dans les conflits, tout en favorisant le devoir de réconciliation entre les peuples ?

#### DROI

Le séquençage du génome humain et le développement de nouvelles technologies dans le domaine génétique pose de nombreuses questions sur le plan éthique. Quelles mesures l'Union européenne peut-elle adopter pour permettre les avancées nécessaires à la recherche (thérapies géniques) tout en évitant ces possibles dérives (droit à la vie privée, marchandisation, eugénisme ...) ?

#### ENVI

Suite à la création du catalogue européen des semences, certaines graines y sont référencées, notamment les hybrides utilisées dans l'industrie agroalimentaire, d'autres non, tels les plants anciens. Au vu de l'interdiction d'échanger et de cultiver les semences non cataloguées, comment l'Union Européenne peut-elle trouver un équilibre entre traçabilité des plants et préservation de la diversité du patrimoine génétique ?

#### EMPL

En s'inspirant de la diversité des modèles d'intégration au sein de l'Union Européenne, quelle position l'Union Européenne et ses États Membres doivent-ils adopter concernant la prise en compte des confessions religieuses minoritaires dans le monde du travail, et si oui comment ?

#### FEMM

Suite aux excuses officielles du gouvernement de Grande-Bretagne pour le traitement dégradant du mathématicien Alan Turing, comment améliorer la visibilité du rôle des femmes et des personnes LGBTIQ dans l'histoire européenne ?

#### LIBE

Plusieurs fois centenaires le peuple Roms a connu et connaît toujours de nombreuses discriminations à travers l'histoire. Comment l'Union européenne et les États membres peuvent-ils assurer la cohabitation entre les traditions nomades et sédentaires en Europe ?

This committee topic kit has been written thank to the great work of the members of the National Academic Council of EYP-France :

Alexandra Blin, Robin Delhomme, Mæle Euzen, Lisa Lacroix, Emilie Lutz, Heidi Renault, Sam Scordato, Candice Telouk, Dylan Tetedoux, Cloé Thomas et Kilian Tranchant.

Please many thanks you them and their great work. Si vous êtes intéressé-e pour participer aux activités de la Commission académique et de rédaction des sujets, contactez-nous à l'adresse [cars@pejfrance.org](mailto:cars@pejfrance.org).

Pour chacune des commissions, une fiche pratique vous permet de retrouver les éléments destinés à faciliter votre préparation :

[Présentation et compétences / Presentation and competences](#)

Vous trouverez pour chacune des commissions la présentation de ses compétences. Les compétences sont fixées par le règlement intérieur du Parlement européen.

[Contexte, sujet et mots-clé / Context, topic and keywords](#)

Pour chaque sujet, une citation et un paragraphe de contexte illustrent le sujet et font ressortir ses enjeux. Le sujet de résolution est la question à laquelle la commission doit répondre par sa résolution (projet de « loi européenne »).

[Ressources documentaires / Supporting documentation](#)

Les ressources documentaires sont des articles, rapports ou sites internet traitant du sujet de la commission. Elles apportent des connaissances, donnent des points de vue, illustrent les sujets à traiter.

Les sources des ressources documentaires sont variées, pour chaque sujet elles sont séparées en trois catégories :

Institutions  
Médias  
Société civile

**Avertissement important : statut de l'information disponible dans ce kit**  
**Important warning: status of information available in this kit**

Les sources documentaires fournies sont INDICATIVES et NON EXHAUSTIVES.  
The supporting documentation provided is INDICATIVE and NON-EXHAUSTIVE.

Le but est de vous indiquer des sources d'informations fiables et de vous donner une perspective de réflexion aussi large que possible.

Le PEJ-France ne prend pas position pour ou contre les opinions énoncées dans ces liens ; nous considérons néanmoins que pour répondre aux problématiques qui vous sont proposées, il convient de tenir compte des points de vue de tous les acteurs pertinents. Notez que le PEJ-France n'est en aucun cas responsable, ni même garant, des contenus ou opinions de sites variés. Les textes reflètent exclusivement les positions de leur(s) auteur(s).

Certains liens renvoient vers une organisation en général, d'autres vers des pages listant renvoyant elles-mêmes vers d'autres pages ou sites ; et d'autres encore sont plus précis. Pour y accéder, il suffit de cliquer sur l'hyperlien (en bleu).

Exploitez ces pistes, mais ne vous en contentez pas. Soyez critiques et objectifs par rapport à l'objet de réflexion.  
Make the most out of these indications but don't settle for them. Be critical and objective in regard to your topic.

Institutions de l'Union européenne

Le portail de l'Union européenne – Une première entrée sur le web consacrée aux institutions européennes et de nombreux résumés sur les compétences des différentes institutions et leur actualité :  
<http://europa.eu>

Parlement européen :  
<http://www.europarl.europa.eu>

Commission européenne :  
<http://ec.europa.eu>

Conseil de l'Union européenne :  
<http://consilium.europa.eu>

Documents de référence sur le fonctionnement et l'actualité de l'Union européenne

Les institutions de l'Union européenne, Yves Doutriaux, Christian Lequesne, Ed. Documentation française, 7ème éd., 2008

L'Union européenne à l'heure de l'élargissement, CRDP du Languedoc-Roussillon, collection « 99 questions sur », 2007

Abécédaire en ligne des institutions de l'Union européenne :  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/europe-international/liste/union-europeenne-generalite-institutions>

Un ensemble de cartes en ligne sur les problématiques actuelles de l'Union européenne et de ses 27 pays membres :  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/motcle/cartotheque-monde/europe.shtml>

Euractivfr - Journal en ligne, gratuit et indépendant, dédié aux politiques de l'Union Européenne en France. EurActiv.fr fait partie d'un réseau paneuropéen de quinze rédactions nationales. Chaque rédaction édite une version nationale du journal, dont EurActiv.com à Bruxelles.  
[www.euractiv.fr](http://www.euractiv.fr)

Touteurope – Le portail web français sur les questions européennes. Ce portail offre un suivi quotidien de l'actualité européenne (revue de presse, dossiers d'actualité) et propose aux internautes une information pédagogique sur l'Union européenne (cartes, graphiques, schémas).  
<http://www.touteurope.fr>

European Navigator – La référence multimédia sur l'histoire de l'Europe. Ce site Internet propose un accès libre et gratuit à plus d'un demi-siècle d'histoire et aux organisations de l'Europe unie. Un fonds documentaire de milliers de documents multimédias, multisources et multilingues.  
<http://www.ena.lu>

En cas de Brexit la langue anglaise pourrait perdre son statut de langue officielle au sein des institutions européennes. Comment l'Europe peut-elle, à cette occasion, favoriser l'usage de l'ensemble de son patrimoine linguistique au sein de ces institutions et des États membres ?

### Mots-clés

**Brexit**: Contraction de "Great-Britain" et "Exit", le terme Brexit désigne l'idée d'une sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne.

**Diversité linguistique** : notion qui peut être définie comme "La coexistence harmonieuse de nombreuses langues en Europe" (Commission Européenne).

**Langue officielle de l'UE** : est considérée comme langue officielle de l'UE une "[...] langue déterminée par les États membres parmi celles qui, en vertu de l'ordre constitutionnel de ces États membres, jouissent du statut de langue officielle sur tout ou partie de leur territoire." (Traité de Maastricht, Article 55).

### Contexte

Lors d'une conférence de presse donnée le 27 juin 2016, quatre jours après le vote britannique en faveur du "Brexit", la présidente polonaise de la Commission des Affaires Constitutionnelles (AFCO) déclarait que « L'anglais est notre langue officielle parce qu'il a été choisi par le Royaume-Uni. Sans le Royaume-Uni, plus d'anglais ».

Alors que l'Anglais s'est imposé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale comme la langue de référence au niveau mondial, qu'elle est une des trois langues de travail de l'Union Européenne, et une des 24 langues officielle de l'UE, ce dernier

point fait débat. En effet, comme le soulignent beaucoup de spécialistes ainsi que la législation européenne, ne peut être considérée comme langue officielle de l'UE, qu'une des langues déclarées par les Etats; de plus, ceux-ci ne peuvent en choisir qu'une. L'Anglais n'ayant été déclaré que par le Royaume-Uni, la langue devrait, sauf rebondissement, perdre son statut de langue officielle de l'UE.

Langue de travail des institutions de l'UE, choisie comme seconde langue apprise à l'école dans la plupart des pays européens, que se passerait-il si l'anglais venait à disparaître des

langues officielles ? Cela signifierait-il que l'anglais disparaîtrait du quotidien de l'UE ? Si l'Anglais s'est imposé comme une langue incontournable en Europe, c'est aussi parce qu'elle est considérée comme "une langue relais naturelle entre les 24 langues officielles de l'Europe". C'est pourquoi, aujourd'hui, peu de monde croit en la possibilité d'une disparition de l'anglais dans le fonctionnement quotidien de l'UE. Un changement de langue de travail nécessiterait en effet un coût et une organisation importants pour les institutions qui devraient changer tout leur mode de fonctionnement.

Or, avec 24 langues officielles, et une soixantaine de langues régionales reconnues, beaucoup pensent qu'une langue commune fait défaut à l'UE. Le départ de la Grande Bretagne fait ressurgir l'idée de l'instauration d'une langue unique en Europe, tant afin de créer un esprit européen que de faciliter les échanges et le travail au sein des institutions. Étonnamment, l'anglais n'est pas naturellement cité, bien qu'aucune autre langue ne fasse consensus. Face à ces débats, quelle direction l'UE doit-elle prendre concernant sa politique linguistique ? Continuer à favoriser sa diversité ou au contraire promouvoir une langue unique ?

### Ressources documentaires

#### Institutions

[FR/EN] [Intervention présidente de la commission AFCO](#), Parlement Européen,

[FR/EN] [Multilinguisme](#), Union européenne

[FR/EN] [Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique](#), Commission Européenne

#### Médias

[FR] [l'anglais restera une langue officielle de l'Union européenne](#), BFMTV

[FR] [Le Brexit affaiblira la langue anglaise au sein de l'Union européenne](#), Le temps

[FR] [Brexit : l'anglais pourrait perdre son statut de langue officielle](#), Ouest France

[FR] [Une langue commune pour relancer l'Europe](#), Les Echos

[EN] [All you need to know about the UK leaving the EU](#), BBC

Au vu des divergences nationales vis-à-vis de la reconnaissance de l'esclavagisme et des occupations de territoires, quelle position l'Union Européenne doit-elle adopter face à son passé colonial afin d'assurer des relations diplomatiques apaisées ?

## Mots-clés

**Esclavagisme** : Système social fondé sur la soumission d'un groupe social à un autre se considérant et considéré comme supérieur. Le groupe soumis est privé de toute liberté et est contraint d'exercer des tâches ou fonctions économiques au seul profit du groupe dit supérieur et sans contrepartie. La notion de propriété est introduite dans les définitions juridiques de l'esclavage.

**Universalisme politique** : toute doctrine qui considère ses valeurs et principes comme étant un ensemble unique et comme étant le seul modèle valable.

**Annexion** : Acte par lequel un territoire passe sous la souveraineté d'un autre Etat. Cet acte n'est pas nécessairement établi par un traité. Elle est fondée sur l'assimilation des populations et parfois sur l'exploitation des ressources du territoire à des fins économiques. Elle est basée sur l'assimilation des populations plutôt que sur leur exploitation économique même si ce n'est pas toujours le cas en pratique.

**Occupation** : Fait de soumettre militairement un territoire étranger.

**Néo-colonialisme** : Politique d'un pays développé qui consiste à exercer sa domination sous des formes nouvelles sur des pays anciennement colonisés. Il s'agit d'un concept utilisé pour décrire les politiques de rapprochement mises en place après la décolonisation par les anciens empires coloniaux avec leurs anciennes colonies. Celles-ci avaient pour objectif de préserver les liens entre ces pays, liens alors perçus comme prolongeant la dépendance.

## Contexte

"Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude" stipule l'article 4 de la convention européenne des droits de l'homme précisant ce qui ne relève pas du travail forcé ou de l'esclavage. Comme en témoigne cette convention, les institutions européennes attachent une grande importance à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Europe et dans le monde. Dans ce cadre, l'Union européenne (UE) adopte des législations, politiques et positions communes sur la lutte contre l'esclavage, l'occupation ou l'annexion de territoires.

Bien que l'esclavage soit considéré comme un crime contre l'humanité dans le droit international, les positions juridiques nationales divergent d'un Etat à l'autre. Ainsi la définition de trafic d'êtres humains et les sanctions varient. En ce sens une directive européenne a été adoptée par les commissions parlementaires des libertés civiles et des droits des femmes en 2010 afin d'harmoniser les législations nationales.

Le passé colonial d'Etats membres tels que le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie et l'Allemagne est source de critiques mettant en cause la légitimité de l'Union à se positionner et sanctionner sur ces thématiques notamment à l'extérieur de ses frontières. Des intellectuels ou dirigeants étrangers comme Thomas Sankara (1949-1987) accusent ainsi ces anciens pays colonisateurs de néocolonialisme et d'universalisme. En outre, le travail de mémoire sur cette histoire coloniale est difficile et inachevé. Ceci peut constituer un nouvel obstacle pour la diplomatie de l'Union. La non-reconnaissance de responsabilités par ces Etats membres peut nuire aux relations de l'UE avec des Etats partenaires.

Le traité de Lisbonne crée le poste de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de renforcer le rôle de l'Union dans ce domaine. Il est actuellement occupé par Federica Mogherini nommée pour 5 ans par les chefs d'Etats et de gouvernements. Elle porte la voix de l'UE sur ces questions et favorise la prise de positions communes que les Etats sont amenés à suivre.

Le droit international impose à tous les Etats la non reconnaissance de la souveraineté de la puissance occupante et interdit aux Etats d'aider au maintien de cette domination. Les cas de la Crimée, des territoires palestiniens occupés et du Sahara occidental font l'objet de positions et sanctions de l'Union. Ils sont tous considérés par la communauté internationale comme annexés et occupés respectivement par la Russie, Israël et le Maroc. L'Union et ses membres ne reconnaissent ainsi pas leur souveraineté sur ces territoires. Sur la Crimée, des mesures diplomatiques comme la suspension de négociation ou des sanctions économiques ont été prises par l'Union et suivies par les Etats membres. Les mesures prises sur le Sahara occidental et les territoires palestiniens occupés sont plus limitées par l'importance des relations économiques entretenues avec l'UE. Les entreprises européennes développent des activités dans les territoires palestiniens occupés en dépit de l'interdiction qui existe. Et la place du Maroc dans la politique européenne de voisinage limite les positions de l'Union sur la question du Sahara occidental.

## Ressources documentaires

### Institutions

[FR] [La politique européenne de voisinage](#), pages 1-2, Parlement Européen

[FR] [Europe : Nouvelle législation sur la traite des êtres humains](#), Vie-publique, 1/12/2010

[EN] [The concept of Neocolonialism](#), Encyclopedia.com

### Société Civile

[FR] [De l'Esclavage Moderne : La Lutte Contre l'Esclavage Domestique en Droit International. «La mobilisation de l'Union européenne»](#), page 17-18, Emilia Vayeratta, Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

### Médias

[FR] [Les politiques européennes, diplomatie et défense](#), Toute l'Europe

[FR] [L'esclavage en quelques définitions](#), Charles de Lespinay, revue Droit et cultures, Introduction

[FR] [Nouveaux délits pénaux: travail forcé, réduction en servitude ou en esclavage et traite d'humains](#), Legavox

[EN] [Migration crisis adds to Europe's slavery problem: report](#), Politico, 31/05/2016

[FR] [La France durcit sa position face à la colonisation israélienne](#), Le monde, 28/06/2014

[EN] [Crimea: The cost of sanctions and the risk of retaliation](#), Euractiv, 4/10/2016

Nazisme, stalinisme, fascisme... L'Union Européenne s'est construite sur la formule « plus jamais ça » face à un héritage lourd à porter. Alors que les derniers survivants de ces périodes disparaissent, comment l'Union Européenne et ses Etats Membres peuvent-ils encourager la sensibilisation de l'opinion européenne aux crimes commis par les régimes totalitaires ainsi qu'un travail critique concernant la responsabilité des protagonistes dans les conflits, tout en favorisant le devoir de réconciliation entre les peuples ?

## Mots-clés

**Devoir de mémoire** : « L'obligation morale de témoigner, individuellement ou collectivement, d'événements dont la connaissance et la transmission sont jugées nécessaires pour tirer les leçons du passé (la Résistance ou la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale par exemple). »

**Journée européenne du souvenir** : "La Journée européenne du souvenir [...] désigne la journée du 23 août que le Parlement européen a proclamée en 2009 pour conserver le souvenir des victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires. Elle est célébrée par les organes de l'Union européenne depuis 2009."

**Travail de mémoire européen** : programme mis en place par la Commission Européenne visant à "Permettre aux citoyens de mieux comprendre l'Union européenne (UE), son histoire et sa diversité" ainsi qu'à "Sensibiliser à la mémoire européenne, à l'histoire et aux valeurs communes ainsi qu'à l'objectif de l'Union européenne"

**Totalitarisme** : "Système politique dans lequel l'Etat, au nom d'une idéologie, exerce une mainmise sur la totalité des activités individuelle".

## Contexte

Le 17 février 2016 s'éteignait Simone Lagrange, résistante française, torturée par Klaus Barbie et déportée au camp d'Auschwitz-Birkenau. Comme beaucoup de survivants des régimes totalitaires (communisme, fascisme...), Simone Lagrange a fait du devoir de mémoire son combat tout au long de sa vie. Témoigner en mémoire de ceux ayant perdu la vie, mais aussi et surtout témoigner pour que les jeunes générations n'oublient pas, et comprennent l'importance de la paix et de la tolérance, fondements de la construction européenne.

Simone Lagrange, Imre Kertész, Wladislaw Bartoszewski, Pavel Galitsky, Elie Wiesel... Alors que de plus en plus de survivants de ces régime décèdent, l'Union Européenne vit une période de transition. Les jeunes générations d'européens n'ont jamais vécue sous un climat de guerre, ni sous un régime totalitaire, les disparitions de ces "témoignages vivants" amènent l'UE à se questionner et à repenser son approche en matière de devoir de mémoire.

Considéré comme l'un des piliers afin d'assurer la paix et la prospérité en Europe, le devoir de mémoire semble de plus en plus mis en difficulté par les jeunes générations. Ces derniers comprenant avec difficulté l'intérêt de ce devoir face à des "actes du passé", dont leur génération n'est pas responsable.

C'est avec l'espoir de préparer l'avenir de l'UE et de continuer à faire vivre la paix et la coopération entre ses citoyens que l'UE met en place depuis de nombreuses années des actions dans le cadre de sa politique de devoir de mémoire. Que ce soit à travers la "Journée européenne du souvenir" pour les victimes des régimes totalitaires le 23 août, ou encore à travers le projet de travail de mémoire européen, visant à soutenir "les activités invitant à réfléchir à la diversité culturelle et aux valeurs communes européennes. Il finance des projets de réflexion sur les origines des régimes totalitaires de l'histoire européenne contemporaine (notamment, mais pas exclusivement, le Nazisme et l'Holocauste, le fascisme, le stalinisme et les régimes communistes totalitaires) et de commémoration des victimes de ces derniers."

Mais comme le souligne un rapport du Parlement Européen (PE), la difficulté de la construction d'une mémoire collective et d'un devoir de mémoire émancipateur réside dans les différences fondamentales entre les régimes totalitaires européens. Que ce soit dans leur organisation, leurs objectifs ainsi que sur leurs conséquences sur les populations. Comment l'UE doit-elle alors aborder le devoir de mémoire? Comment fédérer les citoyens européens à une mémoire collective, tout en faisant mettre en lumière les particularités des crimes de chaque régime? Comment faire perdurer le devoir de mémoire tout en préservant un futur?

## Ressources documentaires

### Médias

[FR] [Journée européenne du souvenir des victimes de régimes totalitaires: bâtir notre avenir sans oublier le passé](#), Huffington Post, 23/08/2013

[FR] [Décès de Simone Lagrange, témoin-clé du procès Klaus Barbie](#), Le Figaro, 17/02/2016,

[FR] [Goulag: le dernier survivant de Kolyma](#), L'express, 30/06/2012

### Société Civile

[FR-Video] [Les régimes totalitaires](#), TV Schoelcher

[FR] [Le dictateur](#), Charlie Chaplin

[FR] [La négation de la Shoah](#), Coordination Intercommunautaire contre l'Antisémitisme et la Diffamation

### Institutions

[EN] [European historical memory: policies, challenges and perspectives](#), European Parliament, 2013

[FR] [Travail de mémoire européen](#), Commission européenne

[FR] [Devoir de mémoire](#), Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sport

[FR] [Journée européenne du souvenir](#), Centre d'information sur les institutions européennes

Le séquençage du génome humain et le développement de nouvelles technologies dans le domaine génétique pose de nombreuses questions sur le plan éthique. Quelles mesures l'Union européenne peut-elle adopter pour permettre les avancées nécessaires à la recherche (thérapies géniques) tout en évitant ces possibles dérives (droit à la vie privée, marchandisation, eugénisme...)?

### Mots-clés

**Séquençage** : La détermination de la suite des gènes et des chromosomes l'ADN du génome humain.

**Pharmacogénétique** : Étude du génome humain afin de comprendre comment l'organisme réagit à différents traitements et ainsi développer des traitements plus performants.

**Bioéthique** : Étude et réglementation de la recherche médicale, biologique et génétique face aux problèmes moraux auxquels elle est confrontée.

**Eugénisme** : Théorie de l'amélioration de l'espèce humaine par la modification de son génome.

**Brevetabilité du vivant** : Un brevet est la protection d'une invention par l'autorisation de son exploitation exclusive à son inventeur pour une durée limitée. Il y a donc un débat dans le domaine de la biologie sur la brevetabilité d'un être vivant découvert à l'état naturel, d'une partie d'un organisme vivant et de procédés de production de matières biologiques existant déjà à l'état naturel.

**Discrimination génétique** : Le décalage d'une vision sociale de la maladie génétique à une vision purement médicale. C'est à dire, la perte de considération sociale des malades. Ainsi, une personne peut se voir refuser une assurance ou une offre professionnelle à cause de son patrimoine génétique, parce que leur maladie n'est vu que comme un problème médical et non pas comme un obstacle social.

### Contexte

En 2003 s'acheva l'ambitieux Human Genome Project de séquençage de l'entièreté du génome humain. Depuis, d'autres projets tout aussi ambitieux sont apparus. Par exemple, le 100 000 Genomes Project du National Health Service britannique vise à mieux comprendre et combattre les maladies génétiques. En effet, maintenant que nous connaissons la composition de l'ADN la génétique représente un vaste terrain de recherche inexploité. Les scientifiques espèrent de grandes avancées particulièrement en ce qui concerne le traitement de maladies jusqu'ici incurables.

L'Union Européenne (UE) compte plusieurs leaders mondiaux de la pharmacie tels que l'entreprise française Sanofi ou l'allemande Bayer. Ceci fait de l'UE le second producteur mondial de produits pharmaceutiques et présente un vrai intérêt économique pour l'innovation dans le domaine de la pharmacogénétique. D'après la Fédération Européenne des Industries et Associations Pharmaceutiques, en 2012, l'Europe détenait 26,7% des parts du marché mondial des produits pharmaceutiques et investissait 30 milliards d'Euros dans ce domaine.

Toutefois, la recherche en génétique est la source de nombreux débats éthiques. Dès Le Human Genome Project, il est apparu la nécessité de protéger les découvertes du problème éthique que poserait la brevetabilité du génome humain et du vivant. Ainsi, les pays impliqués dans le consortium international de recherche (Un groupe de différents acteurs collaborant pour un projet commun) ont conclu lors de l'Accord des Bermudes (Bermuda Principles) de publier tous les résultats obtenus dans le domaine public. Ils s'appuyèrent également sur la Déclaration d'Hel-sinki sur l'expérimentation qui définit les règles d'éthique de la médecine.

Cependant certaines entreprises privées, telles que celles citées, ont une influence importante sur la recherche par le lobbying et le financement des recherches publiques. Comment l'UE peut elle permettre la continuation des partenariats public-privé propices à l'innovation tout en assurant la protection des patients et empêcher la privatisation de recherches? D'autres débats s'orientent sur les nouvelles conditions et objectifs de la recherche en génétique. Certaines associations se soucient d'une part de l'utilisation et de la destruction d'embryons humains et d'autre part, de l'autorisation de la recherche sur des cellules reproductrices face à la libéralisation de ce domaine en France et au Royaume-Uni.

De plus, le Conseil de l'Europe est à l'origine de la convention d'Oviedo établissant des règles d'éthiques pour encadrer les recherches sur la génétique. Elle contraint son utilisation à la médecine et limite beaucoup les recherches sur les embryons et cellules reproductrices. Elle interdit également l'eugénisme et protège le droit à l'information des patients et la protection de données médicales privées pour éviter leur marchandisation ou la discrimination génétique. Elle fut écrite en 1997, mais, à ce jour elle a été ratifiée que par 18 des 47 états membres du Conseil de l'Europe. Onze Etats Membres de l'UE ne l'ont pas ratifié. Certains comme l'Allemagne et le Royaume-Uni étant en désaccord avec ses termes ne l'ont pas signé.

Enfin, l'UE en tant qu'organisation internationale n'a pas signé la convention d'Oviedo. En effet, elle ne détient pas de compétences exclusives en ce qui concerne la recherche scientifique et la santé publique. Dans le domaine des biotechnologies, elle peut cependant passer des directives telle que la directive 98/44/CE qui cherche à créer un accord commun sur l'autorisation ou l'interdiction de brevets sur différentes matières biologiques (l'article 5 se réfère au corps humain et son génome).

### Ressources documentaires

#### Institutions

[FR/EN] [Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine](#), Conseil de l'Europe

[EN] [Patients rights, insurance and employment. A survey of regulations in the European Union.](#) Pages (139-142), Commission Européenne

[FR] [Principes éthiques applicables à la recherche médicale impliquant des êtres humains](#), Association Médicale Mondiale

#### Médias

[EN] [Doit edit the human germ line](#), Nature, 12.03.2015

[EN] [Sale of personal gene data condemned as unethical and dangerous](#), The Guardian

#### Société Civile

[FR] [Appel pour un moratoire sur les modifications génétiques des cellules humaines reproductrices](#), Génétique

[EN] [Government seems more interested in our genes than our voices](#), Ethics and Genetics

En s'inspirant de la diversité des modèles d'intégration au sein de l'Union Européenne, quelle position l'Union Européenne et ses Etats Membres doivent-ils adopter concernant la prise en compte des confessions religieuses minoritaires dans le monde du travail, et si oui comment ?

**Assimilation** : globalement abandonné aujourd'hui sauf par les partis extrémistes, l'assimilation est un processus de convergence des comportements dans un rapport asymétrique entre la société d'accueil et les nouveaux venus: des changements de comportement des immigrants et de leurs descendants sont attendus.

**Multiculturalisme** : se dit d'une nation qui est considérée comme un espace dans lequel des communautés culturelles séparées coexistent paisiblement avec un même statut légal et social.

**Prosélytisme** : fait de recruter des adeptes, de tenter d'imposer ses idées religieuses

### Mots-clés

**Laïcité**: conception et organisation de la société fondée sur la séparation de l'Église et de l'État et qui exclut les Églises de l'exercice de tout pouvoir politique ou administratif, et, en particulier, de l'organisation de l'enseignement.

### Contexte

Historiquement, le christianisme est la religion largement dominante en Europe (environ 2.1 milliards d'européens), et elle influe sur les références culturelles. Cependant d'autres religions sont présentes sur le territoire européen: le judaïsme et l'islam sont les plus répandues, puis il y a aussi d'autres croyances plus minoritaires, chacune ayant des pratiques culturelles et culturelles différentes (fêtes religieuses, tenue vestimentaire, rites spécifiques, ...). La question de l'intégration des religions dans la société et

la vie sociale se pose de plus en plus, tout du moins elle est de plus en plus débattue, en partie à cause des débats relancés sur la laïcité dans plusieurs pays européens. L'augmentation du nombre de procès pour discrimination ou atteinte à la liberté religieuse au travail, largement relayés par la presse, remet également la laïcité au centre du débat public. A ce propos, différentes affaires ont parfois été portées jusqu'à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui doit juger la relation entre convictions religieuses personnelles, les impératifs en entreprise et le droit d'autrui, notamment dans le service public. Cependant, le débat porte plus souvent sur leur intégration et leur visibilité dans la société qu'au travail. La religion est également un facteur répandu de discrimination, et l'employeur utilise souvent le prétexte du contact avec le client pour imposer une tenue neutre. La liberté de religion et de conscience est défendue dans l'article 9 de la Convention Européenne des droits de l'Homme.

Dans le droit du travail français, on fait la différence entre le service public, qui doit rester neutre, et le privé où on peut plus librement exprimer sa religion, l'employeur se réservant le droit d'imposer des restrictions s'il voit un risque pour la sécurité, notamment sur les tenues vestimentaires (par exemple les tenues de sécurité imposées dans les usines, les uniformes dans les hôpitaux, ...).

On respecte en général une tolérance sur les objets pouvant se rattacher à une religion (ex. vêtement, pendentif, ...) mais le prosélytisme est interdit par la loi. La prise en compte des différentes confessions dans le monde du travail représente plusieurs défis pour l'entreprise, qui doit adapter son règlement intérieur (temps de prière, absence pour des fêtes religieuses, vêtements ou objets portés, impératifs alimentaires en cas de repas fournis par le travail...).

### Ressources documentaires

#### Médias

[EN] [Faith at the workplace](#), The Economist

[FR] [Comment manager le fait religieux en entreprise](#), Le Monde

[FR] [Religion sur le lieu de travail, les entreprises mal à l'aise face à la pression](#), Les Echos

[FR] [La justice européenne va trancher sur le voile au travail](#), Le Monde

[FR] [La religion peut-elle servir le progrès social](#), Le monde diplomatique

#### Société Civile

[FR] [Droit et religions dans les Etats Membres de l'Union européenne](#), Amnesty International

[FR] [Quelle\(s\) politique\(s\) d'intégration au sein de l'Union européenne ?](#), Fondation Robert Schuman

[EN] [Case of Eweida and others v. the United Kingdom](#), Cour Européenne des Droits de l'Homme, 15.01.2013

#### Institutions

[FR] [Comment s'applique le droit d'expression religieuse dans l'entreprise ?](#), Service Public



Suite à la création du catalogue européen des semences, certaines graines y sont référencées, notamment les hybrides utilisées dans l'industrie agroalimentaire, d'autres non, tels les plants anciens. Au vu de l'interdiction d'échanger et de cultiver les semences non cataloguées, comment l'Union Européenne peut-elle trouver un équilibre entre traçabilité des plants et préservation de la diversité du patrimoine génétique ?

## Mots-clés

**Catalogue Européen des semences et variétés** : Recherche toute les variété homologués au catalogue officiel pour être commercialisée.

**Biodiversité** : Diversité de la vie sur Terre. Reinscrit la diversité tant au niveau des écosystèmes, des espèces et des gènes .

**Variétés Hybrides** : Les variétés hybrides sont des plantes issues d'un croisement entre deux variétés différentes pures (existantes dans la nature) dans le but de combiner leurs qualités : forme, couleur, résistance aux maladies et aux intempéries.

Depuis 1932 et le premier catalogue des espèces et variétés de plantes cultivées pour la France, cette base de données et son droit d'accès n'ont cessé d'évoluer, prenant ainsi une dimension européenne à partir des directives de 1970. A l'heure actuelle, ce catalogue comporte plus de 84 espèces de grande culture (céréales et plantes fourragères) avec en leur sein 23 000 variétés différentes et 48 espèces de variétés potagères (pour le maraîchage professionnel ou le jardin potager) pour une diversité de 21 000 individus.

L'un des premiers buts de cette réglementation est d'assurer la transparence du produit. C'est-à-dire éviter que plusieurs variétés soient vendues sous le même nom commercial, pouvant alors tromper le consommateur. L'idée est également de limiter la profusion d'espèces nouvelles, pour garantir la qualité et la fiabilité des variété auprès des agriculteurs.

Cependant, la rigidité et la faible capacité du catalogue à s'adapter à l'environnement local le rend contraignant au regard des producteurs locaux, face aux grands producteurs. En effet, pour être homologué, la variété doit répondre à deux critères : l'adéquation aux normes (distinction du produit, homogénéité des produits sur le marché et stabilité du produit quant aux évolutions génétiques) et apporter quelque chose de nouveau par rapport aux anciennes semences (plus de rendement, plus grande résistance aux changements climatiques etc.).

De plus, le coût d'inscription d'une nouvelle variété s'élève à 6 000 €, ceci participe à entretenir cette standardisation des produits au détriment de la diversité et des produits du terroir. En effet, aujourd'hui, la majorité des variétés qui sont introduites dans le catalogue, sont de nature hybride. Ces espèces séduisent une large clientèle d'agriculteurs grâce à leur rendement élevé. De surcroît, il faut noter que l'homologation d'une variété n'est valable que pour 10 ans, et à cela s'ajoute un droit annuel de 2 000 €. Une fois le délai passé une nouvelle procédure d'inscription est nécessaire.

## Contexte

## Société Civile

[FR] [Réglementation sur la commercialisation des semences et plants](#), Réseau Semence Paysannes

[FR] [Agriculture BIO : les semences de la désobéissance](#), Blog "Quand l'appétit va"

[FR] [Lutter pour une utilisation libre des semences paysannes](#), Agronome et Vétérinaire sans Frontière (AVS)

[FR] [Les Plantes Hybrides](#), AuJardin.info

[VIDEO-FR] [José Bové : quel est ce que c'est le semences paysannes et en quoi c'est important ?](#), Graine de Noé - 17.11.2015

## Médias

[VIDEO-FR] [Monopole des semenciers - Intervention de Olivier Roellinger](#), Actuality - France 2 / 11.10.2016

[FR] [Le TOP 10 des variétés de blé tendre semées en France](#), Terre-Net - 15.07.2015

[FR] [De nouveaux indicateurs pour mesurer l'évolution de la diversité cultivée](#), Actu-Environnement - 02.09.2011

## Ressources documentaires

## Institutions

[VIDEO-FR] [Semences Européennes - Marc Tarabella au Parlement Européen](#), 17.03.2014

[FR] [Le manque de diversité des semences pénalise la sécurité alimentaire](#), Euractiv - 31.01.2014

[EN] [European Seed Association](#) (Association Européenne des Semences)

En outre, la loi semencière n'encourage pas les paysans à conserver la biodiversité de leurs cultures puisque les conservateurs de semences ne peuvent les multiplier dans le but de les commercialiser en grand nombre, elles subsistent uniquement en tant que patrimoine. Ainsi, certaines graines tiennent un monopole sur le marché comme le BT Cotton (Cotton OGM à fort rendement), avec 95 % du marché de coton de l'Inde.

Pour parvenir à résorber ces problèmes, de nombreux catalogues annexes ont été créés notamment celui des variétés anciennes créée en 1997 (intégrer au catalogue principal en 2012), celui lié à la conservation de certaines espèces. Un catalogue de variétés sélectionné en vue de répondre à un climat a spécialement été confectionné en vue d'une implantation spécifique.

Enfin, il est à noter que la question fait toujours débat au sein du Parlement Européen, bien qu'il soit plutôt en faveur d'un possible assouplissement de la loi soutenue par certains eurodéputés comme Marc Tarabella. Néanmoins, les paysans défendent, de leur côté, la biodiversité contre les variétés hybrides à travers diverses actions de communication. "Aquitaine cultive la biodiversité" est une initiative de la société civile où des agriculteurs se retrouvent pour découvrir et partager autour de variétés ancestrales. Grâce à cette action 15 000 agriculteurs ont reçu des semences souvent méconnues du grand public. Par ailleurs ils cultivent ces semences en s'immisçant à l'intérieur de faille juridique. Les agriculteurs se partagent des semences dans le cadre d'une expérimentation (seul cas où les échanges sont autorisés) mais une fois reçu rien ne les empêche, l'année suivante, de les conserver pour une exploitation commerciale.

Suite aux excuses officielles du gouvernement de Grande-Bretagne pour le traitement dégradant du mathématicien Alan Turing, comment améliorer la visibilité du rôle des femmes et des personnes LGBTIQ dans l'histoire européenne ?

## Mots-clés

**LGBTIQ** : Signe désignant l'ensemble des personnes non strictement hétérosexuelles, en regroupant les lesbiennes (L), les gays (G), les bisexuels (B), les transsexuels (T), les queers (Q), et les intersexués (I).

## Contexte

Alan Turing, pionnier de l'informatique moderne, était un brillant mathématicien ayant développé le concept d'ordinateur moderne ainsi que l'intelligence artificielle. Sa notoriété résulte notamment de son engagement auprès du gouvernement britannique lors de la Seconde Guerre Mondiale au cours d'une opération de décryptage d'un code allemand, appelé Enigma. Winston Churchill déclara par ailleurs que "Turing sauva des millions de vies" en permettant aux alliés d'intercepter les communications ennemies, et ainsi d'écourter la guerre d'au moins deux ans.

Malgré cela, en 1952, le scientifique fut condamné pour "outrages aux bonnes mœurs" à cause de son homosexualité, qui demeurait, à cette époque, encore interdite. Il doit alors choisir entre la prison et la castration chimique, c'est à dire la prise d'hormones féminines. Son choix s'arrêta sur la deuxième option. Cependant, en observant la déformation de sa silhouette, et étant devenu impuissant, il décida de se donner la mort en 1954.

Pendant de nombreuses années, le gouvernement ne s'exprimera jamais à ce sujet, jusqu'en 2009, lorsque l'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown présenta des excuses, au nom de toute la nation, pour le traitement «déplorable» réservé au mathématicien. De plus, soixante ans après sa mort, Turing s'est vu offrir le pardon officiel de la reine Elizabeth II.

La loi responsable de l'anéantissement de la carrière et de la vie d'Alan Turing ne fut abolie en Angleterre qu'en 1967. En comparaison, en France, le Code pénal (1791) ne fait aucune mention de lois concernant les rapports homosexuels. Cette dépénalisation influença de nombreux autres pays européens, notamment la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie ou encore l'Espagne, qui firent de même quelques années plus tard. Malgré cette légitimation, le rôle des personnes appartenant à la communauté LGBTIQ dans l'histoire européenne reste encore aujourd'hui peu valorisé comparé à celui d'un hétérosexuel. De la même façon, le rôle des femmes est fréquemment sous-estimé. Nombreuses sont les femmes qui ont écrit l'histoire et qui

ont oeuvré pour le progrès de notre société mais qui demeurent oubliées, voire effacées de la mémoire collective. Ainsi, les noms de Valentina Tereshkova, première femme cosmonaute, ou de Madeleine Brès, première femme docteur en médecine en France, n'évoquent rien de particulier pour une large population. Par ailleurs, la place des femmes dans la société est reflétée à travers la répartition des personnages sexués dans les manuels scolaires. En effet, dans des manuels de mathématiques, sur cinq prénoms choisis comme exemple dans un énoncé, seulement l'un d'entre eux est un prénom féminin. De la même manière, les femmes sont considérablement moins mentionnées que les hommes dans les manuels d'histoires.

Cependant, la visibilité du rôle des femmes et de la communauté LGBTIQ s'améliore tout de même au fil du temps dans les pays européens. De nombreuses associations se mobilisent pour l'améliorer. Et certaines instances européennes, comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme, reconnaissent leur droits et les protègent.

## Ressources documentaires

### Médias

[FR] [Alan Turing, l'interminable réhabilitation d'un génie](#), Le Monde, 28.01.2015

[EN] [PM's apology to codebreaker Alan Turing: we were inhumane](#), The Guardian, 2009

[FR] [La parité dans les gouvernements de l'UE](#), Toute l'Europe, 03.2016

### Institutions

[EN] [Handbook on European non-discrimination law](#), (Page 474-8), Cour Européenne des Droits de l'Homme, 2015

[FR] [Les relations entre la justice française et la justice internationale](#), Vie Publique, 2012

[FR] [L'Union européenne et les droits des femmes](#), Vie Publique, 2012

### Société Civile

[EN] [What is ILGA-Europe?](#), ILGA-Europe

[FR] [Droit de vote des femmes en Europe](#), Elections en Europe

[EN] [1963, First woman in space](#), History.com

[FR] [La place des femmes dans les manuels scolaires](#), Inégalités, 2013

[FR] [Pourquoi se battre pour la visibilité des femmes de science dans l'histoire ?](#), Discover-her

Plusieurs fois centenaires, le peuple Roms a connu et connaît toujours de nombreuses discriminations à travers l'histoire. Comment l'Union européenne et les États membres peuvent-ils assurer la cohabitation entre les traditions nomades et sédentaires en Europe ?

## Contexte

**Roms** : Arrivés en Europe entre le XIIe et les XIVe siècles d'Inde, les Roms sont un peuple majoritairement nomade mais, qui a tendance à se sédentariser et qui vit majoritairement en Roumanie et dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. Victimes de nombreuses discriminations dans l'histoire notamment durant la seconde guerre mondiale (déportation), aujourd'hui les Roms souffrent encore de discriminations et de disparités sociales par rapport aux autres citoyens de l'UE.

**Nomades** : Selon le droit civil français, un nomade est une personne « sans domicile ni résidence fixe, mais qui est rattachée légalement à une localité considérée comme son domicile » c'est le contraire de sédentaires qui signifie que les personnes vivent dans des lieux de résidences fixes.

**Europe 2020** : Stratégie économique de l'Union Européenne lancée en 2010 qui a pour vocation d'ici 2020 de permettre une croissance et une augmentation de la compétitivité sur une base de développement durable. Elle possède cinq grands objectifs dont la réduction de la pauvreté, l'inclusion sociale, l'éducation, la recherche et le développement, le climat et l'énergie.

**FSE** : Le Fond Social Européen est un fond de l'Union Européenne, il vise à favoriser la cohésion économique et sociale dans l'Union Européenne et consiste à assister les citoyens de l'Union Européenne dans le domaine de l'emploi pour permettre des « perspectives professionnelles plus équitables à tous les citoyens de l'Union européenne ».

**FEDER** : Le Fond Européen de Développement Économique et Régional est un fond de l'Union Européenne destiné aux régions, il vise à réduire les inégalités entre les régions européennes et à favoriser la cohésion économique et sociales de celles-ci.

## Contexte

A travers l'histoire, le peuple Rom a fait l'objet de nombreuses discriminations. Aujourd'hui encore, la population Rom en Europe souffre d'autant de discriminations que de problèmes socio-économiques. Actuellement, la Commission Européenne estime que la communauté Rom compte entre 10 et 12 millions de membres en Europe dont 6 millions vivent dans les États membres, majoritairement en Roumanie (1,85 millions), en Bulgarie (750 000) et en Hongrie (750 000). Bien que de nombreux Roms soient citoyens de l'Union Européenne, ils connaissent des problèmes d'exclusion, la violence, de mauvaises conditions de logement et des problèmes d'accès aux soins au sein de l'Union Européenne.

Depuis le début des années 2000, le Conseil de l'Union Européenne et la Commission Européenne ont mis en place des politiques visant à protéger les droits fondamentaux des Roms. Le droit à l'éducation ainsi que l'accès à la santé visent à lutter contre les discriminations, notamment en juin 2000 avec la directive européenne concernant le « traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique » rendant illégale toute discrimination faite aux Roms. En avril 2004 la « directive sur le droit de libre circulation et de séjour » permet la libre circulation des Roms citoyens de l'UE au sein de celle-ci. Le « Traité de Lisbonne » de 2007 garantit quant à lui, une égalité entre les Roms nomades et les autres citoyens de l'Union. La stratégie « Europe 2020 » met en place quatre objectifs : l'éducation, la santé, le logement ainsi que l'insertion professionnelle, qui sont à atteindre pour permettre leur intégration.

Toutefois, si les discriminations envers les Roms ainsi que la libre circulation de ceux-ci furent un obstacle à leur intégration, des politiques européennes d'intégration furent mises en place. Des difficultés subsistent et un problème se pose concernant la cohabitation entre les Roms : nomades (pour la plupart) et les autres citoyens de l'Union Européenne : sédentaires. Les différentes institutions de l'Union ont donc demandé, en 2011, la mise en place de politiques à l'échelle régionale et locale pour favoriser la cohabitation et l'insertion des Roms. En effet, si l'insertion globale des Roms doit se faire au niveau européen, elle se fait d'abord au niveau local. Pour soutenir ces politiques

locales, l'UE a alloué l'aide de plusieurs programmes de financement dont le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) qui propose des financements de logements pour les Roms et le Fond Social Européen (FSE) qui favorise l'accès des Roms aux systèmes de santé ainsi qu'à l'éducation. La moitié des enfants n'ont jamais été scolarisés, tandis que chez les adultes le taux d'analphabétisme dépasse souvent 50%. Par ailleurs, les politiques locales n'ont pas permis de répondre aux problèmes de la coexistence entre les Roms nomades et les habitants locaux notamment sur le plan de l'accueil des Roms dans les villes.

## Ressources documentaires

### Institutions

[EN] [Roma Integration 2020 Launch Event: «Before accession countries will need to prove tangible progress on Roma inclusion»](#), European Union External Action Service, 09/06/2016

[EN] [Roma integration by EU country](#), European Commission, 02/08/2016

[FR] [ROMA-Net: intégration des communautés roms de l'UE](#), Commission Européenne, 29/09/2014

[FR] [Intégration des Roms : les initiatives de l'Union européenne](#), Vie Publique, 21/09/2010

[EN] [Roma integration: EU Framework triggers first results](#), European Commission, 04/04/2014

### Médias

[EN] [Who are the Roma people?](#) Euronews, 30/04/2012

[FR] [L'UE s'engage à favoriser l'intégration des Roms](#), Le Monde.fr, 09/12/2013

[FR] [Intégration des Roms : commencer par la scolarisation des enfants](#), Euronews, 02/10/2013

### Société Civile

[EN] [Roma Inclusion Index 2015](#), Decade of Roma inclusion, 2015

